

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22016 - 81ÈME ANNÉE

JY Langenier présente ses co-listiers et son programme :

« 39 personnes honnêtes qui n'ont jamais eu affaire à la justice »



Présentant sa liste devant la presse, samedi matin, Jean-Yves Langenier l'a estimée « bien représentative de notre réalité portoise » avec ses membres issus du monde social, ses chefs d'entreprise (TPE), « son absence totale de représentant du CAC 40... » Et des retraités, oui, ayant de l'expérience dans des domaines divers.

« Seulement quatre — sur 39 — sont d'anciens élus ; tous les autres sont nouveaux. L'expérience des aînés servira aux nouveaux dans l'exercice des fonctions qui nous attendent » a dit le candidat tête de liste. Il a aussi souligné au passage qu'un jeune docker a expressément demandé à venir clore la liste,

pour rappeler le rôle joué par les dockers dans l'histoire du port et de la ville.

L'équilibre a également été recherché dans la représentation des quartiers : chacun des membres y est connu pour déployer une activité qui le signale à ses voisins. « Nous avons aussi dans nos rangs une ancienne élue d'un conseil départemental de la région parisienne, qui est revenue dans son île. C'est une particularité importante, pour le lien à garder avec les Réunionnais émigrés là-bas. ».

Enfin, « les 39 colistiers sont des gens honnêtes qui n'ont jamais eu affaire à la justice. Cela montre ce

que sont nos valeurs » a-t-il dit. Ils forment une équipe de rassemblement née de l'alliance de deux formations, qui vont reprendre le programme arrêté en 2014.

« Beaucoup de Portois souhaitent qu'on tourne la page des deux mandats passés, qui n'est pas une des plus significatives de notre Histoire » a conclu Jean-Yves Langenier. « Sur le socle du dynamisme porté par notre équipe, si la population nous fait confiance, nous créerons les conditions pour que Le Port avance et ouvre les portes de l'avenir pour sa jeunesse — comme nous l'avons toujours fait ».

Ensuite les colistiers ont présenté les dix thèmes de leur programme, qui met le logement en priorité haute. Ainsi que l'emploi et la formation ; l'entretien et la modernisation des réseaux ; la fluidité de nos déplacements ; la revitalisation du centre-ville ; la relance des centres socio-culturels et les actions de

médiation/prévention ; une politique faisant du Port une ville de haute qualité éducative.

L'équipe veut aussi « redonner la parole aux Portois » de multiples façons, en commençant par l'apprentissage des responsabilités dès l'enfance. L'action sociale et la vie culturelle seront au cœur d'une action politique qui va redonner son identité à la ville, « matrice des luttes ouvrières et des grands moments politiques qui ont changé la vie des Réunionnais ».

Ce programme sera distribué dans la semaine à 15.000 exemplaires, dans tous les foyers du Port.

P. David



Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Les guerres du dollar

Derrière les conflits contemporains et les sanctions économiques se joue une bataille plus profonde : la défense du dollar comme monnaie centrale du système mondial. Mais la montée des BRICS, les échanges en monnaies nationales et le retour de l'or pourraient annoncer la fin d'un ordre monétaire dominé par une seule puissance.

Au début du XXe siècle, les États-Unis ont mené une série d'interventions militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes que l'histoire a retenues sous le nom de Banana Wars.

Entre 1898 et 1934, les Marines américains interviennent à plusieurs reprises au Honduras, au Nicaragua, en Haïti ou en République dominicaine.

Officiellement, il s'agit de rétablir l'ordre et de protéger les populations.

En réalité, ces interventions visent surtout à préserver les intérêts économiques américains, notamment ceux de la United Fruit Company, qui contrôle alors une grande partie de l'économie agricole régionale.

C'est de cette époque qu'est née l'expression de « république bananière », symbole d'un interventionnisme justifié par un discours politique mais guidé par des intérêts économiques.

Un siècle plus tard, les méthodes ont changé mais la logique demeure. Les interventions militaires ont laissé place aux sanctions financières, aux embargos et aux guerres économiques. Les discours continuent d'invoquer la démocratie ou la sécurité internationale.

Derrière cette rhétorique se cache souvent un enjeu plus fondamental :

la défense d'un ordre économique dominé par les États-Unis.

Aujourd'hui, cet ordre repose sur une monnaie : le dollar.

Le dollar, pilier de la puissance américaine

Depuis la conférence de Bretton Woods, le dollar occupe une place centrale dans l'économie mondiale.

Aujourd'hui :

57 % des réserves de change mondiales sont détenues en dollars

Près de 90 % des transactions sur le marché des changes impliquent cette devise

Plus de 80 % du commerce mondial des matières premières, notamment le pétrole, est libellé en dollars

Cette domination confère aux États-Unis ce que Valéry Giscard d'Estaing appelait

« le privilège exorbitant du dollar » : la capacité d'émettre la monnaie que le reste du monde utilise pour commercer.

Ce privilège soutient une dette publique qui dépasse

34 000 milliards de dollars.

Une telle dette serait difficile à financer pour n'importe quel autre pays.

Mais les États-Unis bénéficient d'un avantage unique : ils empruntent dans la monnaie que le monde utilise pour épargner.

Le pétrodollar : l'architecture du système

La domination du dollar repose aussi sur un mécanisme énergétique mis en place dans les années 1970.

Après la fin de la convertibilité du dollar en or en 1971, un accord stratégique est conclu entre Washington et l'Arabie saoudite :

- le pétrole sera vendu en dollars.

Les pays importateurs doivent donc acheter des dollars pour payer leur énergie, tandis que les revenus pétroliers sont largement réinvestis dans les marchés financiers américains.

Ainsi naît le système du pétrodollar, véritable colonne vertébrale de la domination monétaire américaine.

Iran et Venezuela : la contestation du système

Dans le discours occidental, les sanctions contre l'Iran ou le Venezuela seraient motivées par la défense de la démocratie.

Mais ces deux pays possèdent une caractéristique stratégique :

ils détiennent d'immenses réserves de pétrole et ont tenté de sortir du système du pétrodollar.

L'Iran a développé des échanges énergétiques avec la Chine en yuan

Le Venezuela a envisagé de vendre une partie de son pétrole en euros ou en yuan

La réponse américaine a été immédiate : sanctions financières, embargos pétroliers et exclusion du système bancaire international. Ces mesures visent surtout à empêcher qu'un commerce énergétique majeur puisse fonctionner en dehors du système du dollar.

Une constante historique

Cette logique ne concerne pas seulement l'Iran ou le Venezuela.

En 2000, Saddam Hussein annonce que le pétrole irakien sera vendu en euros

2003 : début de la guerre en Irak

Quelques années plus tard, Mouammar Kadhafi évoque un projet de dinar-or africain

2011 : intervention de l'OTAN et effondrement de la Libye

Ces épisodes n'expliquent pas à eux seuls des conflits complexes.

Mais ils illustrent une constante :

contester l'ordre monétaire du pétrole revient souvent à provoquer une confrontation géopolitique.

La transition monétaire

L'histoire montre que les monnaies dominantes ne disparaissent jamais brutalement.

Au XIXe siècle, la monnaie du commerce mondial n'était pas le dollar mais la livre sterling.

La montée en puissance économique des États-Unis et les deux guerres mondiales ont progressivement déplacé le centre de gravité du système financier international.

Ce basculement s'est étalé sur plusieurs décennies.

Aujourd'hui, certains signes indiquent qu'une évolution comparable pourrait être en cours.

Vers un monde monétaire multipolaire

Le bloc des BRICS représente :

Environ 40 % de la population mondiale

Près de 30 % du PIB mondial (en parité de pouvoir d'achat)

Plusieurs pays développent désormais des échanges en monnaies nationales :

yuan, rouble, roupie ou réal.

Dans le même temps, les banques centrales accumulent davantage d'or, considéré comme une réserve stratégique indépendante du système financier dominé par le dollar.

Ces évolutions pourraient annoncer l'émergence d'un système monétaire multipolaire, où plusieurs monnaies coexisteraient.

L'océan Indien et les nouveaux équilibres

Pour La Réunion, ces débats peuvent sembler lointains.

Pourtant, ils concernent directement la vie quotidienne.

L'île dépend massivement des importations : énergie, produits alimentaires, biens industriels.

Ces flux passent par les grandes routes commerciales de l'océan Indien, reliant certaines des régions les plus dynamiques du monde :

Asie, Afrique de l'Est, Moyen-Orient.

Dans un monde économique plus multipolaire, ces échanges pourraient demain se faire en dollars, en euros, en yuans ou dans d'autres monnaies régionales.

Comprendre ces transformations n'est donc pas seulement un exercice géopolitique.

C'est aussi une manière d'anticiper la place que notre territoire pourra occuper dans

le monde qui vient.

Conclusion

Les grandes batailles du XXIe siècle ne se joueront peut-être pas seulement sur les champs de bataille.

Elles se joueront aussi autour d'une question beaucoup plus simple :

La monnaie dans laquelle le monde commerce.

David Gauvin

Oté

Méssyé Trump épi léspri d' gang : kissa k'i komann la korde.

Banna i fé koz Chirac dsi bann rézo sossio é lo lanssien Prézidan La franss i di in kékshoz konmsa : pandan lontan mwin téi kroi Israel té lo sinkantéinyèm éta lé Z'USA. Avèk lo tan mwin la romark in n'afèr : sé L'amérik k'i fé parti d'léta d'Israël... ofète mi koné pa si Chirac la di in n'afèr konmsa mé kou dsi kou néna dé zévènman d'guèr k 'i amontr anou konm di kréol kissa i komann la kord-Si la pa Israel sa i rossanm bien.

Na pwin lontan la fé in guèr douz zour é zétazini lété apré négossyé kan Isrzael la ataké. Dopli dé troi zour néna la guèr é d'après zot pou kèl rézon : Zétazini konm Israel i vé pa L'iran néna la bomb atomik é l'avé négossyassion an kour. Bann négossyatèr i di l'Iran téi vienn rononss anrishi liranime pou fé la bomb mé li lé a fon pou l'atome dann lénèrji.

Sé pou sa ké bann dirijan iranien la tonb dann in atanta pars zot téi panss zétazini l'avé pi d'rèzon pou atak azot... Mank de shanss Israel la ataké é l'amérik la suiv : éspri'klan, éspri d'bande, éspri marmaye lékol an pli danzéré. Ki la komann ki in foi anliss ? Mi koné pa chirac la di vréman sak i fé dir ali mé lé bien konmsa k'la éspassé.

Apréssa kissa lé dann bon koté, kissa lé dann mové koté, malérèzman mi panss lé dé koté lé dann mové koté é bann pèp moiyn oryan-a komanssé par lo pèp l'Iran — lé pa fini d'soufèr d' inn sityassion konmsa. Konm mi sorte lir, lo problèm lé dann lé dé kan é lo pèp la pankor trouv lo boute son soufranss.

A bon antandèr salu !

Justin